

Unité départementale de la Somme  
53 rue de la Vallée  
80000 Amiens

Amiens, le 21/01/2026

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/11/2025

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

**BONDUELLE EUROPE LONG LIFE**

RUE NICOLAS APPERT  
BP 30173  
59650 Villeneuve-D'ascq

Références : 2025-E10143  
Code AIOT : 0005102374

### 1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/11/2025 dans l'établissement BONDUELLE EUROPE LONG LIFE implanté 30 chaussée Brunehaut Usine d'Estrées-Mons 80200 Estrées-Mons. L'inspection a été annoncée le 10/11/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- BONDUELLE EUROPE LONG LIFE
- 30 chaussée Brunehaut Usine d'Estrées-Mons 80200 Estrées-Mons
- Code AIOT : 0005102374
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

Le site BONDUELLE à Estrées-Mons est spécialisé dans la production de surgelés et de conserves en boîtes métalliques de légumes.

L'usine existe depuis 1963. Les installations permettent le traitement en période de campagne de plus de 1000 tonnes brutes de produits végétaux par jour. Le site d'Estrées-Mons assure une fonction de production toute l'année, bien que l'activité soit très saisonnière. La campagne débute en juin et s'étire jusqu'à novembre.

Le site est autorisé par arrêté préfectoral du 14/02/2011.

#### Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface
- Eaux souterraines

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Au cours de la visite, un point a été fait sur l'accident du 06/10/2025. La déclaration d'accident a été transmise le 04/11/2025 par téléprocédure (transmise une 1 fois par courriel le 08/10/2025). Un rapport détaillé a été demandé sous 1 mois à l'exploitant via la plateforme de télédéclaration, soit pour le 04/12/2025. Depuis la visite, l'exploitant a transmis le rapport détaillé (28/11/2025). Dans ce rapport, l'exploitant a détaillé les causes de l'accident et les actions correctives mises en place suite à celui-ci.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 14/02/2011, article 9.2.2.2	Sans objet
2	Enregistrement BSS	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 65-I-3°	Sans objet
3	Conditions de prélèvement	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 65-I-4°	Sans objet
4	Niveau piézométrique	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 65-I-4°	Sans objet
5	Transmission à l'inspection	Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1	Sans objet
6	Gestion des anomalies	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 65-I-5°	Sans objet
7	Positionnement RSDE	Arrêté Ministériel du 24/08/2017, article /	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Aucune non-conformité n'a été constatée au cours de la visite.

Suite au positionnement de l'exploitant vis-à-vis de ses rejets de substances dangereuses dans l'eau (RSDE) et l'analyse faite par l'inspection des installations classées, un projet d'arrêté préfectoral complémentaire est joint en annexe, il modifie les valeurs limites et les fréquences de suivi de certains paramètres suivis dans le cadre de l'autosurveillance des rejets eau.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Surveillance des eaux souterraines**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/02/2011, article 9.2.2.2
--

<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eaux souterraines
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La surveillance des eaux souterraines est réalisée à partir de 5 points selon le plan en annexe (PZ1, PZ18, Forage KIMP, Source du Mesnil et Source du vivier) afin de vérifier l'absence de risque de détérioration de la qualité des eaux souterraines réceptrice.</p> <p>Le niveau des eaux souterraines et les paramètres suivants doivent être mesurés au moins deux fois par an, en périodes de hautes et basses eaux. Cette mesure doit permettre de déterminer le sens d'écoulement des eaux souterraines, elle doit se faire sur des points nivelés :</p> <p>Paramètres : Arsenic, Baryum, Cadmium, Nickel, Fer, Manganèse, Potassium, Phosphore, Magnésium, Calcium, Sodium, Chlorures, Fluorures, DCO, NTK, Nitrates.</p> <p>Le prélèvement d'échantillons doit être effectué conformément à la norme "Prélèvement d'échantillons - Eaux souterraines, ISO 5667, partie 11, 1993", et de manière plus détaillée conformément au document AFNOR FD X31-615 de décembre 2000.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le rapport de surveillance des eaux souterraines a été présenté pour l'année 2024.</p> <p>Le suivi des eaux souterraines est réalisé sur 5 points :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• En amont des bassins d'infiltration et à proximité de ceux-ci : <ul style="list-style-type: none"> <li>◦ un piézomètre Pz1.</li> </ul> </li> <li>• En aval des bassins d'infiltration : <ul style="list-style-type: none"> <li>◦ un piézomètre Pz18bis ;</li> <li>◦ un forage d'irrigation KIMP (BSS000EDZN) ;</li> <li>◦ deux sources : la source du Vivier (BSS000EDNP) et la source du Mesnil (BSS000EDQH).</li> </ul> </li> </ul> <p>Des analyses ont été réalisées les 10/06/2024 et 27/11/2024 sur l'ensemble des paramètres au niveau des 5 points.</p> <p>Concernant l'année 2025, les analyses ont eu lieu les 17/06/2025 et 14/10/2025. Le rapport est en cours d'élaboration.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 2 : Enregistrement BSS

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 65-I-3°
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eaux souterraines
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant fait inscrire les ouvrages de surveillance à la Banque du Sous-Sol du BRGM</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Au jour de la visite, l'exploitant dispose des codes BSS pour le forage d'irrigation et les deux sources (Vivier et Mesnile), respectivement BSS000EDZN, BSS000EDNP, BSS000EDQH.</p> <p>Les piézomètres Pz1 et Pz18bis ne dispose pas de code BSS. Par mail du 02/12/2025, l'exploitant a transmis un justificatif de déclaration de ces deux piézomètres sur la plateforme DUPLOS</p>

(déclaration unifiée pour les ouvrages souterrains). La procédure de numérotation est en cours.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
<u>Observation</u> : L'exploitant transmettra les codes BSS des piézomètres Pz1 et Pz18bis dès réception.
<b>Type de suites proposées</b> : Sans suite

### N° 3 : Conditions de prélèvement

<b>Référence réglementaire</b> : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 65-I-4°
<b>Thème(s)</b> : Risques chroniques, Eaux souterraines
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les prélèvements (incluant, le cas échéant, une purge préalable des ouvrages), le conditionnement et l'analyse des échantillons d'eau sont effectués conformément aux méthodes normalisées en vigueur en s'assurant que chacun des acteurs de la chaîne de prélèvement et d'analyse est agréé ou accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.
<b>Constats :</b>  Le rapport de suivi des nappes précise que : <ul style="list-style-type: none"> <li>• les 2 campagnes de prélèvements ont été effectuées les 24/06/2024 et 05/12/2024 sur les cinq points de suivi (source du Mesnil, Source du Vivier, PZ18 bis, PZ1, forage KIMP) conformément à la norme AFNOR FD X31-615 de décembre 2000.</li> <li>• les prélèvements ont été réalisés dans l'ordre suivant, soit d'amont en aval : Pz1, Pz18bis, Source du Mesnil et Source de Vivier.</li> <li>• Une purge est bien réalisée avant échantillonnage.</li> <li>• L'aspect de l'eau est précisé que la fiche de prélèvement en annexe du rapport. Il y est noté aspect « clair ».</li> </ul> <p>La société ALS FRANCE, qui réalise les analyses dispose d'une accréditation COFRAC.  La société AQUIFERA qui réalise les prélèvements ne dispose pas d'une accréditation COFRAC.  Par mail du 02/12/2025, l'exploitant a transmis un devis pour la surveillance semestrielle de la qualité de la nappe 2026, dans lequel il est mentionné que les prélèvements, le conditionnement et l'analyse des échantillons d'eau seront réalisés par le laboratoire ALS France (Wessling), accrédité COFRAC.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
<u>Observation</u> : L'exploitant s'assurera que chacun des acteurs de la chaîne de prélèvement et d'analyse est agréé ou accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.
<b>Type de suites proposées</b> : Sans suite

**N° 4 : Niveau piézométrique**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 65-I-4°
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eaux souterraines
<b>Prescription contrôlée :</b>  La mesure de l'altitude du niveau piézométrique (ou niveau de la nappe) est réalisée à chaque campagne afin d'identifier l'amont et l'aval hydraulique.
<b>Constats :</b>  La mesure de l'altitude du niveau piézométrique est réalisée et notée sur les fiches de prélèvement. L'évolution piézométrique de la nappe de la craie est représentée sur un graphique dans le rapport.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  <u>Observation :</u> Le rapport inclura utilement une carte piézométrique à chaque campagne de prélèvement afin d'interpréter les résultats.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : Transmission à l'inspection**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Transmission GIDAF
<b>Prescription contrôlée :</b>  Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet. La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet.
<b>Constats :</b>  Les résultats sont transmis via GIDAF.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  <u>Observation :</u> L'exploitant veillera à compléter GIDAF dès la réception des résultats d'analyses.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : Gestion des anomalies**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 65-I-5°
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eaux souterraines
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Toute anomalie est signalée à l'inspection des installations classées dans les meilleurs délais.</p> <p>Si les résultats montrent une ou plusieurs concentrations atypiques à la hausse par rapport à la série des résultats disponibles ou par rapport aux mesures réalisées en amont hydraulique, l'exploitant procède à une campagne de mesure complémentaire dans un délai qui n'excède pas trois mois, sans préjudice des campagnes de mesure programmées dans le plan de surveillance.</p> <p>Si ces résultats confirment une pollution des eaux souterraines, l'exploitant détermine en le justifiant par tous les moyens utiles si ses activités sont à l'origine en tout ou partie de la pollution constatée. Il informe le préfet du résultat de ses investigations et, le cas échéant, des mesures prises ou envisagées dans la mesure où la pollution constatée dans les eaux souterraines est susceptible de relever des activités qu'il exploite.</p> <p>En cas de pollution des eaux souterraines du fait des activités de l'exploitant, les dispositions relatives à leur surveillance relèvent non plus du présent article mais de l'article 65 bis du présent arrêté.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le rapport 2024 conclut sur :</p> <p><i>« D'une façon plus générale, les résultats de la dernière campagne confirment l'impact pour partie des bassins d'infiltration sur la qualité des eaux souterraines dans un environnement proche, notamment pour les paramètres conductivité, chlorures et sodium. L'impact devient de plus en plus faible vers l'aval pour devenir négligeable ou imperceptible aux sources les plus en aval du réseau de surveillance. Nous observons toutefois une augmentation régulière des teneurs en sodium et chlorures à la source du Vivier, mais pas à celle du Mesnil, avec des valeurs qui restent inférieures aux seuils. »</i></p> <p>Des recommandations sont faites à la fin du rapport :</p> <p><i>« Compte tenu de ces résultats, il est recommandé de poursuivre le suivi de la qualité de la nappe dans l'environnement des bassins avec une fréquence semestrielle, soit une campagne en hautes eaux et une campagne en basses eaux. Une analyse précise de l'hydrochimie de la nappe de la craie et la réalisation de prélèvements en amont des bassins (hors ouvrages exploités pour le suivi) permettrait de préciser l'origine naturelle de la présence des éléments dépassant les limites de qualité.</i></p> <p><i>Il est également recommandé de contrôler l'état des piézomètres qui présentent des signes d'usure en surface, avec notamment des traces de corrosion du tube en PZ18Bis. »</i></p> <p>L'exploitant a précisé au cours de la visite que l'analyse de l'hydrochimie de la nappe de la craie et la réalisation de prélèvements en amont des bassins (hors ouvrages exploités pour le suivi) et la réfection du PZ18bis n'ont pas été réalisés. Des devis sont en cours de réalisation.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>

Il est demandé à l'exploitant de réaliser l'analyse de l'hydrochimie de la nappe de la craie et les prélèvements en amont des bassins (hors ouvrages exploités pour le suivi).

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 7 : Positionnement RSDE**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 24/08/2017, article /

**Thème(s) :** Risques chroniques, Eau

**Prescription contrôlée :**

Un courrier DREAL du 20/12/2019 demandait à l'exploitant un positionnement sur l'arrêté ministériel "RSDE" du 24 août 2017 (nouvelles Valeurs Limites d'Émission et nouvelles fréquences de surveillance en fonction des flux émis de chaque substance). Suite de l'inspection du 21 mars 2022 et résultat analyse "Émissions Tributylétain".

Demande formulée dans la rapport de visite du 24/12/2024 :

L'inspection demande à l'exploitant de reprendre le rapport ayant suivi l'inspection du 21 mars 2022 et de réaliser une synthèse sur les paramètres RSDE le concernant (justification des substances retenues, du suivi, de la proposition de fréquence de surveillance...) afin d'affiner les paramètres de surveillance et de clôturer le positionnement RSDE.

**Constats :**

L'exploitant a réalisé une synthèse des paramètres "RSDE" le concernant. Celle-ci a été transmise à l'inspection des installations classées le 20/01/2025. L'inspection en a fait l'analyse suivante :

Concernant les substances de l'annexe IX de l'AM du 24/08/17, spécifique au secteur agroalimentaire d'origine végétale qui n'avaient pas été reprises (SEH, indice phénols, indice cyanures totaux, Manganèse, Fer aluminium, Etain, Composés organo halogénés (AOX), hydrocarbures totaux, ion fluorure (en F-), Cadmium, Tétrachlorure de carbone, Acide perfluorooctanesulfonique et ses dérivés (PFOS), Quinoxylène, Dioxines et composés de type dioxines\* dont certains PCDD, PCDF et PCB-TD, Aclonifène, Bifénox, Cybutryne, Cyperméthrine, Hexabromocyclododécane (HBCDD), Heptachlore et époxyde d'heptachlore), l'exploitant s'est engagé à faire réaliser des analyses sur ces paramètres en 2025 et 2026.

Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a présenté les résultats d'analyses réalisées le 29/07/2025 (période d'activité la plus haute). L'ensemble des substances a été analysé en 2025.

Des demandes ont été formulées par l'exploitant, sur les paramètres suivants :

- Chloroforme : il n'a pas été quantifié, le flux est donc inférieur à 2 g/jour. L'exploitant souhaite donc conserver la valeur limite prescrite dans l'arrêté préfectoral d'autorisation du 14/02/2011.
- Plomb : L'exploitant indique qu'il a dédoublé la ligne (campagne / hors-campagne). Concernant la période hors-campagne de l'année civile 2023, le flux moyen est de 4,30 g/j et le flux max est de 25,8 g/j. De plus, il n'a pas quantifié de plomb lors de l'analyse du 19/07/2024. Sur la période hors-campagne, il propose donc de respecter la VLE de l'AM RSDE à 50 g/l avec une fréquence d'analyses trimestrielle.
- Nickel : L'exploitant précise que le flux étant > 20 g/j, il propose d'effectuer la surveillance du nickel à fréquence trimestrielle.



- Arsenic : il indique que le flux max en 2019 était > 20 g/j, mais il était nul en 2023 et 2024. Il propose donc une fréquence annuelle pour l'arsenic.

**L'inspection des installations classées est en accord avec ces propositions. Un projet d'arrêté préfectoral complémentaire modifiant les valeurs limites et les fréquences de suivi de ces paramètres est proposé en annexe du présent rapport.**

Concernant le Zinc, l'exploitant avait indiqué lors des précédentes visites d'inspection qu'une étude de l'INERIS avait mis en évidence que certains légumes relarguent du zinc : principalement les carottes, les choux de Bruxelles, la laitue et les épinards. Autant de légumes travaillés sur le site de Bonduelle. L'exploitant avait donc engagé une démarche "projet pilote de traitement des eaux industrielles par phytoremédiation" afin de déterminer la capacité de la station d'épuration du site à capter le zinc et d'autres paramètres. L'exploitant a réalisé des essais en 2025, les documents de suivi de la mise en place du pilote ont été transmis par mail du 11/12/2025. L'exploitant a précisé qu'un suivi analytique plus important va être mis en place en 2026 afin de valider ou non la méthode de traitement.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Observations :**

Dès la réception des résultats d'analyses 2026 concernant les substances manquantes de l'annexe IX de l'arrêté ministériel du 24/08/17, l'exploitant se positionnera sur les paramètres à ajouter à son autosurveillance.

L'exploitant transmettra avant le 30 septembre 2026 un bilan du suivi analytique mis en place concernant le pilote de traitement des eaux en vue de diminuer les teneurs en zinc dans ses effluents.

**Type de suites proposées : Sans suite**